

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse cedex 01

Mulhouse, le 17 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05 septembre 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARMBRUSTER Grandes Cultures - Ottmarsheim

68 RUE DU LOGELBACH
BP 45
68000 Colmar

Références : 0006700533_2024-09-05_ARMBRUSTER_Ottmarsheim_VIIC_Echeance
Code AIOT : 0006700533

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 septembre 2024 dans l'établissement ARMBRUSTER Grandes Cultures - Ottmarsheim implanté Rue du Jura - 68490 Ottmarsheim. L'inspection a été annoncée le 20 août 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi des échéances :

- Contrôle des plans d'action mis en place par l'exploitant, afin de répondre aux non-conformités constatées dans le cadre de la visite du 17 novembre 2023 ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté préfectoral du 26 janvier 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARMBRUSTER Grandes Cultures - Ottmarsheim
- Rue du Jura 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006700533
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société ARMBRUSTER Grandes Cultures exploite sur son site de Ottmarsheim, des installations de stockage en silos et de séchage de céréales. La capacité maximale de céréales stockées dans les 5 silos de l'installation est d'environ 200 000 m³.

Thèmes de l'inspection :

- Suivi des échéances
- Installations contrôlées : les installations contrôlées sont précisées dans les points de constat.
- Référentiels utilisés :
 - Arrêté préfectoral du 26 janvier 2024 portant mise en demeure de la société ARMBRUSTER Grandes Cultures ;
 - Arrêté préfectoral du 20 septembre 2006 portant autorisation à la société ARMBRUSTER à étendre ses activités ;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|--------------------------|
| 1 | Registre de suivi des opérations de nettoyage | AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 2 | Levée de mise en demeure |
| 2 | Respect des fréquences de nettoyage | AP de Mise en Demeure du 26/02/2024, article 2 | Levée de mise en demeure |
| 3 | Adéquation du matériel de nettoyage aux risques d'incendie et d'explosion | AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 2 | Levée de mise en demeure |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de cette visite est d'examiner les suites apportées aux faits caractérisés comme non-conformes, lors de la visite d'inspection du 17 novembre 2023, qui ont conduit à une mise en demeure par arrêté.

La visite d'inspection a constaté un retour en conformité de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre de suivi des opérations de nettoyage

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Registre de suivi des opérations de nettoyage |
| Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respect les dispositions suivantes de l'article 15.7 de l'arrêté préfectoral Arrêté préfectoral du 20 septembre 2006 susvisé : « Tous les silos, les aires de chargement et de déchargement des produits ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. [...] Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. » |
| Constats : Au cours de la visite d'inspection du 17 novembre 2023, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter à l'Inspection un registre faisant apparaître les dates effectives des opérations de nettoyage. En introduction de la présente visite, l'exploitant a présenté à l'Inspection son registre de suivi des opérations de nettoyage. L'Inspection constate que ce registre fait apparaître les dates des opérations de nettoyage de chaque zone depuis janvier 2024. |

| |
|---|
| L'Inspection considère ainsi que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |

N° 2 : Respect des fréquences de nettoyage

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/02/2024, article 2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Respect des fréquences de nettoyage |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respect les dispositions suivantes de l'article 15.7 de l'arrêté préfectoral Arrêté préfectoral du 20 septembre 2006 susvisé :</p> <p>« Tous les silos, les aires de chargement et de déchargement des produits ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. [...] La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. [...] »</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite d'inspection du 17 novembre 2023, l'Inspection avait constaté une inadéquation entre l'empoussièremement de certains équipements (chemins de câbles, capotages de bandes transporteuses...) et les fréquences de nettoyage fixées par l'exploitant.</p> <p>A l'occasion de la présente visite, par échantillonnage, l'Inspection a visité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les niveaux 5, 6 et 7 de la tour de manutention ; • les galeries supérieures des silos n°1 et n°3 ; • la galerie de liaison entre les silos n°1 et n°2 ; • la sous-cellule du silo n° 2. <p>Il n'a pas été noté d'inadéquation entre le niveau d'empoussièremement constaté et les fréquences de nettoyages fixées par l'exploitant dans ses procédures "MAI-(s)-Securite-nettoyage-stockage-cereales" et "MAI-(f)-Nettoyage-site", toutes deux dates du 4 janvier 2024.</p> <p>Au vu de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |

N° 3 : Adéquation du matériel de nettoyage aux risques d'incendie et d'explosion

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Aspirateur et centrale d'aspiration |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respect les dispositions suivantes de l'article 15.7 de l'arrêté préfectoral Arrêté préfectoral du 20 septembre 2006 susvisé :</p> <p>« [...] Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration, présentant toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. [...] »</p> |

Constats :

A l'occasion de la visite d'inspection du 17 novembre 2023, l'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier de l'adéquation de son aspirateur mobile et de sa centrale d'aspiration aux risques d'incendie et d'explosion présents sur site.

Au cours de la présente visite, l'exploitant a présenté à l'Inspection une note de service datée du 28 mars 2024 (référence 06-2024), mentionnant l'interdiction de l'utilisation de son aspirateur mobile de marque « Pharaon », en dehors du local de maintenance. Cet aspirateur est également sécurisé par un cadenas à code, dont la combinaison est uniquement en possession du responsable maintenance et du responsable du silo.

Concernant sa centrale d'aspiration, l'exploitant a transmis à l'Inspection en amont de la visite, la mise à jour de son zonage ATEX, dans sa version du 28/04/2024.

L'Inspection constate que l'exploitant considère que le groupe d'aspiration situé à l'extérieur du silo 1 ainsi que le réseau de conduits d'aspiration centralisée sont situés hors zone ATEX.

L'exploitant a également présenté à l'Inspection le dernier rapport de vérification de ses installations électriques par thermographie infrarouge (certificat APSAD Q19 du 9 octobre 2023). En l'absence d'anomalie, ce rapport conclut que le risque d'incendie est faible.

Suite à la visite, l'exploitant a enfin fait parvenir à l'Inspection sa procédure de maintenance mise à jour. Celle-ci mentionne que des contrôles thermographiques du groupe moteur et des roulements de la centrale d'aspiration sont réalisés 3 fois par an et consignés dans le planning de maintenance.

Au vu de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure